

24/12/95

AH876 -

ANGERS B

95B431

A 3 MULTIMEDIA

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 250.000 Francs
Siège social : Rue Aimé Tamisier
49340CHANTELOUP LES BOIS

STATUTS

S. A. J. E.

Société d'Avocats Juristes de l'Entreprise

18, rue Bouché Thomas - B.P. 434
49004 ANGERS CEDEX 01

Tél. 41.66.25.15
Fax. 41.79.27.37

LES SOUSSIGNES :

▪ Monsieur Pierre SANIER

né le 23 août 1935 à VICH (Province de Barcelone - ESPAGNE)

demeurant 69 Rue Maindron - 49300 CHOLET

marié le 03 novembre 1973 à CHOLET (49)
avec Madame Marie-Gabrielle FRANCHETEAU
sous le régime de la communauté légale

de nationalité française

▪ Monsieur Philippe MAUDET

né le 18 octobre 1957 à CHOLET (49)

demeurant "Rochard" - 85290 MORTAGNE SUR SEVRE

marié le 09 avril 1988 à SOMLOIRE (49)
avec Madame Chantal THIBAUDAULT
sous le régime de la communauté légale

de nationalité française

▪ Monsieur Alain GUINBERTEAU

né le 08 avril 1952 à CHOLET (49)

demeurant "Le Fresne" - 49340 NUAILLE

marié le 20 avril 1974 à CHOLET (49)
avec Madame Isabelle CHARRIER
sous le régime de la communauté légale

de nationalité française

▪ La Société "AGENA 3000"

Société Anonyme au capital de 5.200.000 Francs,

Dont le siège social est Rue Aimé Tamisier àCHANTELOUP LES BOIS (49)

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANGERS sous le numéro B 319.843.181

Représentée par Monsieur Alain GUINBERTEAU , en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, spécialement habilité aux fins des présentes, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 30 octobre 1995.

ONT ETABLI, AINSI QU'IL SUI LES STATUTS DE LA SARL QU'ILS SONT CONVENUS D'INSTITUER.

PSC en Ar

TITRE PREMIER

FORME - OBJET - DENOMINATION - DUREE - SIEGE

ARTICLE PREMIER - FORME

Il est formé entre les soussignés, tous futurs propriétaires des parts ainsi créées et tous propriétaires des parts qui pourraient être créées ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée qui sera régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en France et dans tous pays :

- ☐ Le négoce de tous procédés, programmes, traitements, logiciels, produits, matériels et équipements concernant l'informatique et tous domaines connexes ou complémentaires, ainsi que de tous produits et dérivés liés au son, aux images, au multimédia en général.
- ☐ La création, l'acquisition, la location, la prise en location gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées.
- ☐ La prise, l'acquisition, l'exploitation, la cession ou la concession de tous brevets et marques concernant ces activités.
- ☐ et généralement toutes opérations commerciales et industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société prend la dénomination de : "A 3 MULTIMEDIA".

Dans les documents de toute nature, émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL", de l'énonciation du montant du capital social, du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - DUREE

La durée de la société est fixée à 60 années qui commenceront à courir à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à CHANTELOUP LES BOIS (Maine et Loire) - Rue Aimé Tamisier.

PSC LA AB

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

La gérance peut créer des succursales partout où elle le jugera utile.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES **DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE**

ARTICLE 6 - APPORTS

1 - Apports en nature :

- Monsieur Alain GUINBERTEAU, ès qualités de Président du Conseil d'Administration de la société "AGENA 3000", apporte à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, un fonds de commerce de négoce de tous procédés, programmes, traitements, logiciels, produits, matériels et équipements concernant l'informatique, estimé d'un commun accord entre les associés à la somme de 238.000 Francs.

Cette estimation a été effectuée au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux Apports choisi parmi les Commissaires aux Comptes inscrits et désigné d'un commun accord entre les associés.

Un exemplaire de ce rapport est annexé aux présents statuts.

Montant des apports en nature..... 238.000 F

2 - Apports en numéraire :

- Monsieur Alain GUINBERTEAU
apporte à la Société une somme en espèces de 4.000 F

- Monsieur Pierre SANIER
apporte à la Société une somme en espèces de 4.000 F

- Monsieur Philippe MAUDET
apporte à la Société une somme en espèces de 4.000 F

Montant des apports en numéraire 12.000 F

Cette somme de 12.000 Francs a été, dès avant ce jour, déposée à la banque BNP, Agence de CHOLET, à un compte ouvert au nom de la Société en formation, sous le numéro 21472597.

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du Greffe du Tribunal de Commerce attestant l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

PSC en Av

INTERVENTION DE CONJOINT D'ASSOCIES

Madame Isabelle CHARRIER, Madame Marie-Gabrielle FRANCHETEAU et Madame Chantal THIBAUDAULT, conjoints communs en biens respectivement de Monsieur Alain GUINBERTEAU, Monsieur Pierre SANIER et Monsieur Philippe MAUDET, apporteurs de deniers provenant de la communauté, ont été préalablement averties de ces apports, de leurs modalités, et des moyens de leur réalisation, par lettres remises en main propre le 27 octobre 1995, ce qu'elles reconnaissent aux termes d'une notification en date du 30 octobre 1995 dans laquelle elles déclarent ne pas demander à être personnellement associées de la Société, tout en réservant expressément leurs droits patrimoniaux sur les parts attribuées à leurs conjoints, ainsi que la revendication ultérieure de la qualité d'associées dans les conditions prévues par la Loi et les présents statuts.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social fourni au moyen des apports ci-dessus constatés est fixé à la somme de 250.000 Francs.

Il est divisé en 2500 parts de 100 Francs entièrement libérées appartenant aux associés en proportion de leurs apports, savoir :

- La société "AGENA 3000"
à concurrence de 2380 parts sociales
portant les numéros 1 à 2380, ci 2380 parts
- Monsieur Alain GUINBERTEAU
à concurrence de 40 parts sociales
portant les numéros 2381 à 2420, ci 40 parts
- Monsieur Pierre SANIER
à concurrence de 40 parts sociales
portant les numéros 2421 à 2460, ci 40 parts
- Monsieur Philippe MAUDET
à concurrence de 40 parts sociales
portant les numéros 2461 à 2500, ci 40 parts

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS
COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL 2500 parts

Conformément à la loi, les soussignés déclarent expressément que les 2500 parts sociales présentement créées sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en nature et en espèces et qu'elles sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10 doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Pse en Av

Toute augmentation du capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle, devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du capital par réduction du nombre de parts, en cas d'échanges de parts consécutifs à une opération de fusion ou de scission, de regroupement ou de division.

ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social et une voix dans tous les votes. Sous réserve des dispositions légales rendant temporairement les associés solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux. Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

Les représentants, héritiers, ayants-cause ou créanciers d'un associé, même s'ils comprennent des mineurs ou des incapables, ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papiers et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ; ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des associés.

En cas de démembrement de propriété, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les assemblées générales extraordinaires et à l'usufruitier pour les assemblées générales ordinaires.

ARTICLE 10 - CESSION ET TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES

1 - TRANSMISSION ENTRE VIFS

La transmission des parts s'opère par acte authentique ou sous seing privé.

Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée ou acceptée par elle dans un acte authentique. Toutefois la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social, contre remise par la gérance, d'une attestation de ce dépôt.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et en outre après publicité au registre du commerce et des sociétés.

Les parts se transmettent librement à titre gratuit ou onéreux entre associés.

Elles ne peuvent être transmises, à quelque titre que ce soit, à des tiers étrangers à la société, qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Elles ne peuvent être transmises aux conjoint, ascendants ou descendants non associés du cédant qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Les majorités requises sont déterminées compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

BC & AV

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant l'identité du cessionnaire proposé, le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément, ainsi que le prix de cession envisagé.

Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'Assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Ce délai de trois mois peut-être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant

Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la Société, centraliser les demandes d'achat émanant des autres associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et en cas de cession à un tiers, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté entre époux ou donation de son conjoint, ascendants, descendants ; l'associé qui ne remplit pas ces conditions, demeure propriétaire de ses parts.

En cas de cession à un conjoint, ascendant, descendant, l'associé peut sans condition réaliser la cession initialement prévue.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession.

S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession.

A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées.

L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession.

PSC en Ar

Toutefois, si les parts sont vendues, selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

La collectivité des associés doit être consultée par la Gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la Société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délais et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social.

2 - REVENDICATION PAR LE CONJOINT DE LA QUALITE D'ASSOCIE

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

Le silence gardé pendant trois mois à compter de la notification d'intention d'être personnellement associé, emporte agrément au conjoint.

En vue de lui permettre d'exercer ses droits, le conjoint doit être averti du projet de souscription ou d'acquisition un mois au moins à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - TRANSMISSION PAR DECES

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Le consentement est sollicité dans les mêmes conditions que ci-dessus, l'indivision pouvant participer au vote sur l'agrément mais n'étant comptée que pour une tête dans le calcul de la majorité.

Les héritiers, ayants droit et conjoint, pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, doivent justifier de leurs qualités héréditaires par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'un intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit pour la gérance de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants droit et conjoint au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé et, éventuellement de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint, les droits attachés auxdites parts seront valablement exercés par l'un des indivisaires, ainsi qu'il est indiqué sous l'article 9 des présents statuts.

En cas de refus d'agrément et à défaut de rachat dans les délais impartis, l'agrément du conjoint ou des héritiers et ayants droit est réputé acquis.

4 - LIQUIDATION DE COMMUNAUTE ENTRE EPOUX

En cas de liquidation, par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution des parts communes à l'époux ou ex-époux qui n'avait pas la qualité d'associé doit être soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales. La procédure d'agrément applicable est identique à celle prévue par la loi pour une cession de parts à un tiers.

PSC & A

L'exercice par l'époux ou l'ex-époux qui n'avait pas la qualité d'associé des droits attachés aux parts qui lui sont attribuées est subordonné à la production d'un extrait de l'acte de liquidation mentionnant les attributions des parts sociales communes, sans préjudice du droit pour la gérance de requérir du rédacteur de l'acte de liquidation de la communauté un extrait de cet acte mentionnant ses attributions.

TITRE III

GERANCE - COMMISSAIRE AUX COMPTES - DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 11 - GERANCE

I - Monsieur Alain GUINBERTEAU est nommé en qualité de premier Gérant de la Société, pour une durée indéterminée.

II - Conformément à la loi, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, aura vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour représenter la société, contracter en son nom et l'engager pour tous actes et opérations entrant dans l'objet social, sans limitation et sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Toutefois, dans les rapports de la gérance avec la société et à titre de mesure d'ordre intérieur, ne pouvant être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est expressément convenu que tout emprunt autre que les découverts normaux en banque, tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux ou de nantissement sur le ou les fonds de commerce appartenant ou pouvant appartenir à la société, la fondation de toute société ou l'apport partiel des biens sociaux à une société constituée ou à constituer ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés et s'ils emportent, directement ou indirectement, modification de l'objet social par une décision collective extraordinaire.

Le gérant unique ou chaque gérant s'ils sont plusieurs est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Chacun d'eux ne peut, sans y avoir été préalablement autorisé par une décision ordinaire des associés, accepter aucun emploi ou fonction dans une société quelconque ou faire, pour son compte personnel ou celui de tiers, aucune opération entrant dans l'objet social.

Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité personnelle et à condition que cette délégation de pouvoirs soit spéciale et temporaire, se faire représenter par tout mandataire de son ou de leur choix.

Il peut ou ils peuvent, notamment, mais en agissant conjointement s'ils sont plusieurs, choisir un ou plusieurs directeurs parmi les associés ou en dehors d'eux, dont il ou ils fixent les attributions, le traitement fixe ou proportionnel, ainsi que les conditions de nomination et de révocation.

III - Le gérant peut résilier ses fonctions mais seulement en prévenant chacun des associés trois mois au moins à l'avance et par écrit.

La démission ou le décès du gérant n'entraîne pas la dissolution de la société. Dans ce cas, les associés nommeront, lors d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite provoquée à la diligence de l'un d'entre eux, un nouveau gérant. Toutefois, cette nomination serait seulement facultative dans le cas où il existerait un ou plusieurs autres gérants.

Le prononcé d'une liquidation judiciaire, d'une faillite personnelle, d'une interdiction de gérer ou d'une mesure d'incapacité, en la personne du gérant, entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

PSC en AL

IV - Chacun des gérants recevra à titre de rémunération de son travail et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel dont le montant et les modalités de paiement seront déterminés par décision collective des associés.

ARTICLE 12 - DECISIONS COLLECTIVES

I - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance, soit du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

II - Tout associé a droit de participer aux décisions quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, mais il ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

III - Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par le gérant.

ARTICLE 13 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés ni des modifications statutaires.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation du résultat.

Les décisions doivent, pour être valables, être prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile ;

PSC en Atr

- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ;
- par des associés représentant la majorité des parts sociales, en cas de transformation en société anonyme si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 5.000.000 F et en cas de révocation d'un gérant statutaire ;
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires

TITRE IV

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 15 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps couru depuis la constitution de la société jusqu'au 31 décembre 1996.

ARTICLE 16 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Les écritures de la société sont tenues conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Lors de l'établissement de ces documents, elle procède conformément aux dispositions des articles 342 et 343 de la loi du 24 Juillet 1966 et même en l'absence de bénéfices, aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère.

Elle établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Les comptes annuels sont établis chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que les années précédentes. Toutefois, en cas de proposition de modification, les associés au vu des comptes établis selon les formes et méthodes tant anciennes que nouvelles et sur le rapport de la gérance, se prononcent sur les modifications proposées.

ARTICLE 17 - APPROBATION DES COMPTES - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le rapport, l'inventaire, les comptes annuels établis par la gérance sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée, dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

PSC LA AV

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent, autres que l'inventaire, ainsi que le texte des résolutions proposées, et le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes sont adressés aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. Pendant ce même délai, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie. Toute délibération prise en violation de ces dispositions peut être annulée.

A compter de la communication prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'assemblée.

L'associé peut, en outre et à toute époque, prendre par lui-même et au siège social connaissance du bilan, du compte de résultat et de l'annexe, de l'inventaire, des rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices.

Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

ARTICLE 18 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions constitués en conformité des stipulations légales, constituent les bénéfices nets ou les pertes.

Sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque l'actif net est ou deviendrait à la suite de celle-ci inférieur au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

Toutefois, l'assemblée générale aura la faculté de prélever sur ce bénéfice, avant toute répartition, les sommes qu'elle jugera convenable de fixer pour les porter à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux ou les reporter à nouveau.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves sociales autres que la réserve légale soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

PSC En Av

TITRE V

TRANSFORMATION

DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 19 - TRANSFORMATION

La décision de transformation en société anonyme est précédée des rapports des commissaires déterminés par la loi. Le commissaire aux comptes de la société peut, sur décision unanime des associés, être désigné comme commissaire à la transformation.

Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 20 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution quels qu'en soient la cause et le mode de constatation.

Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Toutefois, la mention "société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous actes et documents émanant de la société et destinée aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés à la majorité en capital des associés ou, à défaut, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête de tout intéressé.

Un ou plusieurs contrôleurs peuvent être nommés dans les mêmes conditions que les liquidateurs.

Au surplus, la liquidation de la société sera effectuée selon les normes définies par les articles 402 et 418 de la loi du 24 Juillet 1966.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales. Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

PSC en AB

TITRE VI

ARTICLE 21 - CONTESTATION

Toutes les contestations concernant les affaires sociales, qui pourraient s'élever entre les associés, ou entre ces derniers et la Société, pendant la durée de la société et de sa liquidation, seront portées devant les tribunaux compétents du siège social.

En conséquence, tout associé devra faire élection de domicile dans le ressort du Tribunal compétent et toute assignation et signification seront régulièrement faites à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet du Procureur de la République près du Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

TITRE VII

PUBLICITE - FRAIS - DELAIS

ARTICLE 22 - AUTORISATION D'ENGAGEMENTS PREALABLES ET/OU POSTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS

Il a été accompli, dès avant ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présentes, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résultera pour la société.

Les soussignés, après avoir pris connaissance de cet état qui leur a été présenté avant lecture et signature des présentes, déclarent approuver ces actes et ces engagements. La signature des statuts emportera, par la société, reprise de ces engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine, lorsque l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés aura été effectuée.

En outre et dès à présent Monsieur Alain GUINBERTEAU appelé à exercer la gérance de la société, est autorisé à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs. Après immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de la plus prochaine assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité propres aux assemblées générales ordinaires.

Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la société.

ARTICLE 23 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES PUBLICITE - POUVOIRS - FRAIS

I - La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

PSC & A AL

II - Tous pouvoirs sont donnés à la gérance pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi et spécialement pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales du département du siège social. Dans la mesure où cela est compatible avec les prescriptions de la loi, les mêmes pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes.

III - Les frais, droits et honoraires et de leurs suites incombent conjointement et solidairement aux associés au prorata de leurs apports jusqu'à ce que la société soit immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Fait en autant d'originaux que requis
par la loi.

A Chanteloup les Bois
Le 30 octobre 1995

Monsieur Alain GUINBERTEAU

"Bon pour acceptation de fonctions de Gérant de la SARL "A 3 MULTIMEDIA"

Bon pour acceptation de fonctions de gérant de la SARL
A 3 MULTIMEDIA

Monsieur Pierre SANIER



Monsieur Philippe MAUDET



Société Anonyme "AGENA 3000"

représentée par Monsieur Alain GUINBERTEAU
agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration



ENREGISTRÉ A RP CHOLET SUD-EST

Le 16 Novembre 1995 ...

Bordereau ... 319 / 6.

Reçu ... Cinq ... Francs.

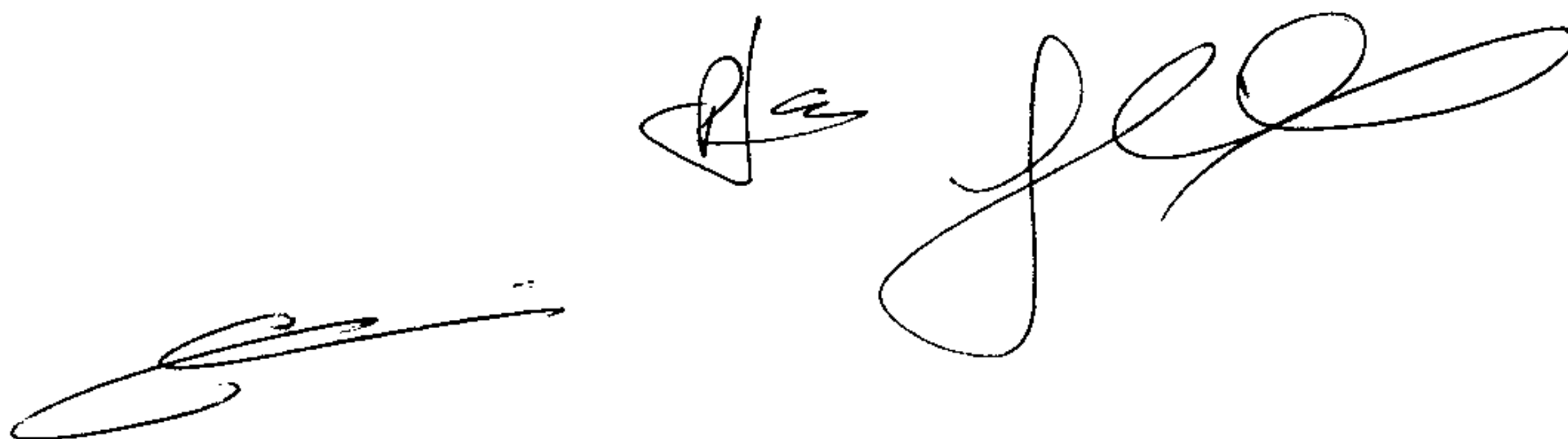
Joseph SLEIN
Receveur Principal



ETAT ANNEXE

ENGAGEMENTS PRIS AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

Date	Nature du Contrat	Engagement financier qui en résulte pour la société
1er octobre 1995	Bail de sous-location des locaux sis 124 Bd de Strasbourg à CHOLET, conclu avec la société "ELECTRO COMPTOIR DE L'OUEST".	85.200 Frs par an

Three handwritten signatures in black ink are present. One signature is on the left, and two are on the right, one above the other. They appear to be stylized, possibly representing initials or full names in cursive.

APPORT D'UN FONDS DE COMMERCE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- La société "AGENA 3000"

Société Anonyme au capital de 5.200.000 Francs

Dont le siège social est Rue Aimé Tamisier à CHANTELOUP LES BOIS (49)

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANGERS sous le n° B 319.843.181.

Représentée par Monsieur Alain GUINBERTEAU en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 octobre 1995.

Ci-après dénommée "L'Apporteur",
d'une part,

ET :

- Monsieur Pierre SANIER, agissant au nom et en qualité de co-fondateur de la Société "A 3 MULTIMEDIA", en cours de constitution, dont le siège social sera fixé : Rue Aimé Tamisier - CHANTELOUP LES BOIS (49340), bénéficiaire de l'apport,

Ci-après dénommée "La Société",
d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PSC Av

ARTICLE 1er - APPORT D'UN FONDS DE COMMERCE

L'apporteur apporte à la Société qui accepte, sous les garanties ordinaires et de droit, un fonds de commerce de négoce de tous procédés, traitements, logiciels, produits, matériels et équipements concernant l'informatique, exploité jusqu'au 31 octobre 1995 à CHANTELOUP LES BOIS (49) Rue Aimé Tamisier, comprenant l'ensemble des éléments suivants :

1°) Les éléments incorporels :

- la clientèle, l'achalandage,

- la marque "A 3 MULTIMEDIA" déposée à l'INPI le 30 avril 1993 sous le numéro national : 93466565. Cet enregistrement a été publié au bulletin officiel de la propriété industrielle n° 94/25 NL du 24 juin 1994,

L'ensemble évalué à **38.000,00 Frs**

2°) Les matériels et outillage,
matériels informatiques et mobiliers de bureau,
décrits selon l'état joint au contrat après avoir
été certifié conforme par l'apporteur et la Société,
et évalués à

200.000,00 Frs

Total des éléments d'actif apportés **238.000,00 Frs**

Le présent apport est fait sans prise en charge du passif.

En conséquence, la valeur nette des apports s'élève à **238.000,00 Frs**

SITUATION LOCATIVE DES LIEUX D'EXPLOITATION DU FONDS

La société "A 3 MULTIMEDIA" exploitera le fonds présentement apporté dans des locaux sis à CHOLET (49) - 124 Boulevard de Strasbourg en vertu d'une convention de sous-location conclue en son nom et pour son compte par Monsieur Alain GUINBERTEAU, le 1er octobre 1995 avec la société "ELECTRO COMPTOIR DE L'OUEST", Société Anonyme au capital de 3.400.000 Francs, dont le siège social est à NIORT (79), 2 Rue Turgot, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NIORT sous le n° B 025.880.725 représentée par Monsieur Alain FAVEAU, Président du Conseil d'Administration, locataire principale.

Ladite convention de sous-location a été conclue pour une durée de 24 mois se terminant le 30 septembre 1997 et a été expressément exclue du champ d'application des baux commerciaux.

La sous-location porte sur un local commercial comportant :

- Au rez-de-chaussée : un grand magasin sur boulevard à deux niveaux avec vitrines d'exposition, un dégagement avec sanitaire, et une autre pièce à usage d'atelier.
- Au premier étage : une salle de réunion et une pièce de rangement.

Elle a été consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de 85.200 Francs (TVA en sus).

ARTICLE 2 - ORIGINE DE PROPRIETE

Le fonds de commerce faisant l'objet de l'apport appartient à la société "AGENA 3000", apporteur, pour l'avoir créé en 1980.

PSC Au

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'APPORTEUR

L'apporteur s'oblige :

- à signer tous avenants de transfert des contrats et polices existant actuellement ;
- à régler le coût de la résiliation de tous contrats ayant pour objet la fourniture de services ou de marchandises concernant l'exploitation ou la garde du fonds apporté et que la Société ne souhaite pas reprendre à sa charge ;
- à régler toutes les charges directes ou indirectes de son exploitation jusqu'au jour de l'entrée en jouissance de la Société, ou de payer à cette dernière au prorata temporis, les sommes correspondantes aux charges d'exploitation courantes, et notamment : congés payés et primes de fin d'année, y compris les charges sociales et fiscales, etc... ;
- de tenir les livres de comptabilité à la disposition de l'acquéreur, pendant trois ans à compter du jour de l'entrée en jouissance.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DE LA SOCIETE "A 3 MULTIMEDIA"

1°/ Entrée en possession :

La société "A 3 MULTIMEDIA" prendra le fonds en l'état où il se trouvera au jour de l'apport sans avoir droit à aucune indemnité de la part de l'apporteur quelle qu'en soit la cause.

2°/ Paiement de taxes :

Elle acquittera les impôts et taxes diverses lui incombant personnellement ou relatifs au fonds de commerce. Elle remboursera une quote-part de la taxe professionnelle 1995 due par l'apporteur déterminée prorata-temporis.

3°/ Souscription et poursuite des contrats d'assurance :

Elle s'engage à continuer également à partir du jour de l'entrée en jouissance, tous les contrats d'assurance concernant le fonds souscrits par l'apporteur ; d'en acquitter exactement les primes et cotisations et de rembourser à l'apporteur les prorata de primes payées d'avance, de telle sorte que l'apporteur ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

4°/ Poursuite des contrats en cours :

Elle s'engage à continuer également, à partir de l'entrée en jouissance, tous les contrats et engagements conclus par l'apporteur tant avec les fournisseurs et la clientèle qu'avec tous tiers quelconques. Elle sera tenue de continuer ces contrats et engagements de façon à ce que l'apporteur ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

5°/ Poursuite des contrats de travail :

Conformément aux dispositions de l'article L 122-12 du Code du Travail, la Société reprendra à sa charge la totalité des contrats de travail attachés au fonds.

En conséquence, la Société devra payer les indemnités d'ancienneté qui pourraient être dues aux salariés de l'entreprise qu'elle licencierait après l'entrée en jouissance, ainsi que les autres sommes pouvant leur être dues en application de la législation de la réglementation et des conventions en vigueur.

6°/ Accomplissement des formalités :

Elle accomplira, dans les délais légaux, les formalités de publicité exigées par la Loi.

PSC 

7°/ Paiement des frais :

Elle sera tenue de payer les honoraires dus au rédacteur de l'acte ainsi que les frais d'enregistrement et de timbres.

ARTICLE 5 - CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention ne deviendra définitive qu'à l'instant de la constitution définitive de la Société.

ARTICLE 6 - DECLARATIONS SUR LA SITUATION DU FONDS

L'apporteur déclare :

▪ que la société "AGENA 3000" est grevée d'inscriptions de nantissements mais qui ne sont pas spécifiquement affectés aux éléments d'actif composant le fonds apporté.

Pour information, ces inscriptions sont les suivantes :

• Auprès de la BNP Agence de CHOLET :

• n° 88/000317 du 24 mars 1988, n° 91/000221 du 20 mars 1991, n° 93/000308 du 07 juin 1993, n° 93/000523 du 03 septembre 1993, n° 94/000504 du 12 août 1994 et n° 95/000344 du 22 juin 1995.

• Auprès du CIO Agence d'ANGERS :

• n° 93/000509 du 30 août 1993 et n° 94/000063 du 26 janvier 1994.

▪ que le montant du chiffre d'affaires des années 1992, 1993, 1994 et 1995 jusqu'au 30 septembre, s'est élevé à :

• 1992.....	4.397.941 F H.T.
• 1993.....	4.118.995 F H.T.
• 1994.....	4.951.524 F H.T.
• 1995.....	5.026.466 F H.T.

▪ que les résultats d'exploitation pour les périodes correspondantes ne peuvent être déterminés avec précision ce que reconnaissent les co-fondateurs de la société "A 3 MULTIMEDIA" qui déclarent, par ailleurs, bien connaître l'activité de la société "AGENA 3000".

ARTICLE 7 - DECLARATIONS

L'apporteur déclare :

▪ qu'il n'est pas en état de suspension provisoire ou de cessation des paiements, ni en état de redressement ou de liquidation judiciaires, ni de faillite personnelle ni de banqueroute et qu'il n'a jamais demandé un règlement transactionnel ;

▪ qu'il n'est pas susceptible d'être frappé d'aucune mesure entraînant confiscation totale ou partielle de ses biens ;

Les parties déclarent que le prix figurant dans le présent acte est le prix réel, exprimant l'intégralité de la rémunération de l'apport.

PSC Mr

ARTICLE 8 - DECLARATION FISCALE

En application de l'instruction de la D.G.I. n° 3 A-6-90 du 22 février 1990, la société bénéficiaire s'engage à soumettre à la T.V.A. les cessions ultérieures des matériels en cause et à procéder, le cas échéant, aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du C.G.I. telles qu'elles auraient été exigibles si l'apporteur avait continué à utiliser ce bien.

ARTICLE 9 - RESOLUTION DU CONTRAT

Si l'une des parties n'exécute pas l'une de ses obligations à l'exception de l'obligation de se soumettre à des formalités de publicité, la victime de l'inexécution aura la faculté de résoudre le contrat.

ARTICLE 10 - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Pour le cas de contestation pouvant s'élever au sujet du présent apport, le litige sera soumis à un tribunal arbitral.

ARTICLE 11- ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile

Fait à Chanteloup les bois
Le 30 octobre 1995
En cinq exemplaires

L'APPORTEUR (Lu et Approuvé) La société "AGENA 3000" représentée par Monsieur Alain GUINBERTEAU, Président du Conseil d'Administration lu et approuvé 
LA SOCIETE (Lu et Approuvé) La société "A 3 MULTIMEDIA" représentée par Monsieur Pierre SANIER, co-fondateur lu et approuvé 

ANNEXE

MATERIELS APPORTES A LA SARL "A 3 MULTIMEDIA"

NOMBRE	DESCRIPTION	VALEUR D'APPORT
1	MICRO 486DX4/100	13.000,00
1	MULTIMEDIA	12.000,00
1	VIDEO DIRECTEUR	5.000,00
1	GOLF	14.000,00
1	DISQUE DUR	2.000,00
1	DX2 66	10.000,00
2	PENTIMEDIA 486	25.000,00
1	LOGICIEL SHERIDAN	3.000,00
1	ARMOIRE	1.500,00
1	TELEPHONE PORTABLE	4.500,00
1	MICRO BRETT 486	3.000,00
1	NOTEBOOK 486	6.000,00
1	IMPRIMANTE 4079	5.000,00
1	IMPRIMANTE STYLUS C	2.000,00
1	IMPRIMANTE 4029	2.000,00
1	MICRO 486D/66	4.000,00
1	ECRAN 6312	1.000,00
1	MICRO 486D/33 - ECRAN 638	4.000,00
1	IMPRIMANTE KYOCERA	3.000,00
1	PS1 486SX33	4.000,00
1	PHOTOCOPIEUR	4.000,00
1	STANDARD	6.000,00
12	TABLES	4.000,00
1	MEUBLE BAR	5.000,00
1	MEUBLE EVIER	1.500,00
1	ENSEMBLE BUREAUX	20.000,00
2	TABLES	7.000,00
1	MEUBLE PAO	2.000,00
2	POSTES TRAVAIL	6.000,00
	ALARME	8.000,00
2	EXTINCTEURS	1.000,00
1	ARMOIRE	1.500,00
30	CHAISES	10.000,00
	TOTAL	200.000,00

